

ARGENTINE : DE LA RICHESSES A LA PAUVRETE

Vous trouverez un résumé du reportage sur la page web.

Objectif de la discussion :

- Prendre connaissance de la thématique de la privatisation et de la dérégulation;
- Prendre connaissance des intérêts et des arguments des différents "groupes de défense d'intérêts" présentés dans le reportage;
- Définir une position/se forger une opinion (comme syndicaliste, comme consommateur, comme citoyen) sur la thématique de manière générale.

Comment travailler sur ce thème à partir du reportage ?

Différents modes opératoires sont possibles mais vous pouvez opter pour la méthode qui vous convient le mieux, en fonction du contexte, du public-cible, de votre expérience, de vos interventions ...

Pour chaque modèle, commencez systématiquement par une brève introduction :

- Expliquez en quelques mots à votre public-cible pourquoi vous organisez cette soirée/activité sur ce thème.
- Vous pouvez établir un parallèle avec un événement "mondial" d'actualité ou une activité à laquelle vous souhaitez également donner une "résonance" internationale.

Vous avez le choix entre trois modèles didactiques :

- Modèle personnage
- Modèle prise de position
- Modèle avec orateur

1. MODELE PERSONNAGE

Nous essayons d'attirer l'attention des spectateurs sur certains aspects du reportage qui les intéressent ou les concernent. Ils ont ensuite l'occasion de donner leur avis et de participer à un débat.

Aspects qui peuvent éventuellement être mis en avant dans ce reportage :

- *Le contraste entre la situation actuelle et celle qui prévalait par le passé dans les ports/les hôpitaux/les gares.*
- *La situation des petits épargnants.*
- *Les conditions de vie d'Alicia.*
- *L'analyse des représentants du FMI et de la Banque mondiale.*

Déroulement

1. Avant le reportage :

Chaque spectateur se voit "attribuer" un personnage. L'objectif est que le spectateur soit plus particulièrement attentif à ce personnage pour ensuite communiquer ses impressions/remarques.

Exemple :

- *Le voyageur argentin dans le train.*
- *Alicia, une Argentine qui perd son travail.*
- *Le représentant du FMI*

2. Après le reportage :

a) Les participants ont quelques minutes de réflexion pour revenir sur le personnage qu'ils ont plus particulièrement suivi.

- Qu'est-ce qui vous a frappé ?
- Quelle image de ce film vous a le plus marqué ? Pourquoi ?
- Quel aspect trouvez-vous positif chez ce personnage ?
- Quel élément trouvez-vous négatif dans la situation de ce personnage ?
- Ce personnage est-il très éloigné de votre monde ?
- Avez-vous déjà vécu une situation similaire ?
- Que feriez-vous dans cette situation ?

Variante possible :

Les questions peuvent être adaptées au groupe-cible. On peut poser une question à l'ensemble du groupe ou plusieurs questions à plusieurs personnes.

b) Questions pour le débat sur le reportage :

- A quels problèmes les Argentins sont-ils confrontés ? Comment en sont-ils arrivés là ? Comment la situation a-t-elle pu se dégrader à ce point ?
- Quel est l'impact de la politique du FMI sur la société argentine ?
- L'image de l'Argentine telle qu'elle est présentée dans ce reportage correspond-elle à celle que vous vous en faisiez avant de voir ce film ? Qu'est-ce qui vous a surpris ?
- Quelle position le syndicat adopte-t-il ? Qu'en pensez-vous ?

Pour répondre aux questions posées pendant la discussion, vous pouvez également utiliser les informations fournies sous la rubrique Modèle Prise de position.

2. MODELE PRISE DE POSITION

Déroulement

Avant le reportage :

- Répartir le groupe en sous-groupes.
- Chaque sous-groupe reçoit une série de positions.
- Trois feuilles de couleur rouge, bleue et verte sont affichées aux murs du local.
- Chaque sous-groupe discute des positions avant de visionner le reportage. Les membres des sous-groupes apposent ensuite sur l'affiche verte les positions avec lesquelles ils sont d'accord, sur l'affiche rouge les positions avec lesquelles ils ne sont pas d'accord et sur l'affiche bleue les positions pour lesquelles ils hésitent ou souhaitent un complément d'information.
- Survoler brièvement en groupe les différentes positions en essayant de déterminer pourquoi elles sont apposées sur telle ou telle affiche.

Après le reportage :

- Après avoir visionné le reportage, reprendre les différentes positions une à une et vérifier si les avis ont changé pour amorcer le débat. L'animateur peut se faire l'avocat du diable en avançant des arguments contraires, afin d'exposer la complexité du thème.
- Cette méthode permet d'amorcer le débat. Les arguments de controverse proposés servent uniquement à alimenter la discussion, ils peuvent donc être utilisés librement

par l'animateur en fonction du débat qui suit. Ils ne reflètent donc pas véritablement une position adoptée par la CSC par exemple, sauf si l'animateur le précise explicitement.

- Questions et renvois aux expériences personnelles du public-cible/des participants (dans l'entreprise/la commune,...) Pourrions-nous aussi être confrontés à ce phénomène ? Dans quels secteurs ? Quelles en seront les conséquences ?
- Que pouvons-nous faire ? Que fait le syndicat ? (Voir également ce document en pdf).

Positions envisageables :

1 – A long terme, la privatisation bénéficiera à tous.

Pour :

- a) Il n'est pas bon de faire pression contre la privation car elle présente effectivement des avantages importants. Lorsque des entreprises privées se font concurrence pour le bien du consommateur, c'est le consommateur qui en bénéficie. En effet, les entreprises sont beaucoup mieux à même de déterminer les souhaits des citoyens que les pouvoirs publics. La privatisation bénéficie donc à tous les citoyens.
- b) La concurrence contraint également les entrepreneurs à surveiller les coûts et à innover.
- c) En outre, le contribuable ne paie plus pour une entreprise déficitaire ou qui connaît des dysfonctionnements. Le citoyen peut exercer son pouvoir de consommateur sur l'entreprise. Si, de toute évidence, il n'y a pas suffisamment de consommateurs qui souhaitent consommer ses produits ou utiliser ses services, pour quelque raison que ce soit, la pérennité de cette entreprise est menacée et elle disparaîtra.

Contre :

- a) Les véritables motivations d'une politique de privatisation sont généralement passées sous silence car il ne s'agit pas de se montrer efficace mais de réduire les coûts pour l'Etat qui diminue ainsi ses impôts – en particulier au bénéfice des catégories de revenus les plus élevées. On ne peut pas non plus sous-estimer la pression exercée sur l'Etat par les investisseurs avides de bénéfices. En particulier dans les pays les plus pauvres où sévit la corruption.
- b) Le principe essentiel des entreprises privées est bien entendu d'engranger un maximum de bénéfices. Mais il est en totale contradiction avec les principes d'égalité des services publics. Que se passera-t-il lorsque la classe la plus pauvre de la population ne rapportera plus suffisamment de bénéfices à l'entreprise (distribution du courrier, distribution de l'électricité, transports publics, ...) ?
- c) Dans cette quête du bénéfice, la tentation est forte de réduire les coûts au détriment de la qualité du service. Cette évolution ne bénéficie pas au consommateur. Analysons des exemples concrets. Au début des années '80, Thatcher a amorcé la plus grande offensive en matière de privatisation, arguant que les entreprises publiques étaient inefficaces, que des gaspillages énormes étaient commis et que les services publics manquaient de convivialité. Aujourd'hui, nous entendons toujours les mêmes arguments. Mais depuis, nous avons tiré des enseignements de ces expériences de privatisation. Les chemins de fer britanniques privatisés sont devenus les plus lents et les plus chers de tous. Les trains déraillent régulièrement, entraînant des dizaines de victimes. Les accidents du travail sont de plus en plus fréquents et les pouvoirs publics doivent intervenir pour financer les investissements. La distribution de l'eau - les canalisations – a également été privatisée au Royaume-Uni au détriment de la qualité de l'eau (30% du volume disparaît en raison de fuites et d'un entretien déplorable).

2 – Le passage en force du FMI (politique de privatisation) est une des principales causes de la crise économique (en Argentine et partout où le FMI impose sa politique néolibérale).

Pour :

- a) Les pays en voie de développement qui sont en difficulté sur les marchés financiers internationaux et n'obtiennent plus de devises et de crédits internationaux, reçoivent une 'aide salvatrice' du FMI et de la Banque mondiale. Les crédits du FMI et de la Banque mondiale constituent en effet un cadeau empoisonné. En échange, les pays en voie de développement sont tenus de mener une politique d'ajustement structurel qui restreint systématiquement le rôle des pouvoirs publics dans l'économie et qui laisse une large place aux marchés et aux entreprises privées.
- La privatisation, le dégraissage de la fonction publique, la dérégulation du marché du travail et l'ouverture unilatérale des frontières aux produits des pays de l'OCDE (actionnaires majoritaires du FMI et de la Banque mondiale) sont des pratiques courantes dans ce type de 'politique d'ajustement structurel'.
- Le FMI et la Banque mondiale sont donc des acteurs puissants dont il faut sérieusement tenir compte. C'est précisément pour cette raison que le mouvement syndical international a fait le choix politique dans les années '90 de ne plus ignorer le FMI et la banque mondiale mais au contraire, d'intervenir auprès de ces institutions pour leur faire clairement savoir que :

- les conséquences sociales de leur politique d'ajustement économique sont catastrophiques;
 - le succès économique de leur politique est pour le moins douteux.
- Ces institutions, qui assurent en partie la gouvernance globale en matière de mondialisation, ont précisément la responsabilité de canaliser la mondialisation, notamment en respectant activement les normes fondamentales du travail, en développant des systèmes de protection sociale, en investissant dans la formation, en encourageant la concertation sociale et en luttant contre le dumping fiscal.

Contre :

- a) Bien que le FMI (principal partisan des privatisations) ait commis plus d'erreurs qu'il ne veut bien le concéder (en particulier dans les années '90), il n'est certainement pas le seul responsable de la débâcle en Argentine. Les autorités argentines portent également une écrasante responsabilité. En effet, elles ont permis à une élite (les entreprises argentines et les multinationales) d'influencer significativement leur politique économique. Cette confusion entre les pouvoirs publics et le secteur privé prévalait surtout pendant la dictature militaire. Les autorités ont souscrit des emprunts au bénéfice d'une poignée de financiers importants. L'argent n'a donc pas été investi dans l'industrie nationale. Résultat à long terme ? Son endettement colossal rend l'Argentine dépendante du FMI qui lui impose des solutions néolibérales. Notre reportage traduit clairement les conséquences de la privatisation (pauvreté, chômage, soins de santé, ...).

3. La lutte contre les privatisations n'est pas une mission essentielle du syndicat.

Pour :

Il est compréhensible/souhaitable que les syndicats des pays en voie de développement exercent un travail de lobbying contre la privatisation. Toutefois, je ne comprends pas que nos syndicats occidentaux investissent du temps et de l'argent à ce niveau international. En effet, les affiliés occidentaux n'en tirent aucun avantage ici. Il vaudrait mieux consacrer cette énergie à traiter les problèmes socio-économiques belges : le chômage, la difficulté d'harmoniser vie professionnelle et familiale, les fermetures des grandes entreprises (Renault, Volkswagen, ...).

Contre :

L'action du FMI en vue de multiplier les privatisations (au Nord comme au Sud !) a également des conséquences pour le travailleur moyen en Belgique. La lutte syndicale, au niveau international, contre une politique générale de privatisations aide non seulement les pays du Sud mais également ceux du Nord !! En d'autres termes, les affiliés ont tout intérêt à ce que leur syndicat accomplisse un travail de lobbying international pour s'opposer au libre-échange et aux privatisations. Voici quelques arguments contre les privatisations (tant au Sud qu'au Nord).

- a) Argument social : les entreprises privées n'investiront que dans les pays où elles pourront engranger des bénéfices. Les groupes les plus pauvres de la population (tant au Nord qu'au Sud !) seront donc rapidement exclus. Leur pouvoir d'achat est en effet insuffisant et ne rapportera pas de bénéfices aux entreprises privées. Cette inégalité sociale risque encore de s'accroître !!
- b) Argument éthique : nombre de services sont tellement essentiels pour la vie que les syndicats estiment qu'il est inacceptable de les privatiser. Nous pensons à la distribution de l'eau, à l'enseignement, aux soins de santé, etc. Tout n'est pas assimilable à des biens de consommation !! Et certainement pas quand on sait que la classe la plus pauvre de la population n'aura plus accès aux services essentiels. En effet, ces derniers ne rapportent aucun bénéfice aux entreprises privées.
- c) Argument lié au rapport qualité/prix : les bénéfices constituent le seul critère valable pour une entreprise privée. On peut toutefois se demander s'il est effectivement possible de réaliser des bénéfices sans diminuer la qualité des services et sans augmenter significativement les prix. Si demain, la SNCB, la STIB à Bruxelles ou les TEC en Wallonie perdaient leur dotation publique, alors les trains, trams ou bus qui ne seraient pas bondés (et qui en fait ne financeraient pas leur coût de fonctionnement) seraient supprimés; les trains ne s'arrêteraient qu'aux heures de pointe et uniquement dans les grandes gares, sur les lignes principales. Si un opérateur privé veut éviter ce type de décision, il lui reste peu d'alternatives : soit doubler le prix du billet, soit réduire de moitié le coût salarial et ne plus acheter que du matériel d'occasion. Dans le premier cas, il scierait lui-même la branche sur laquelle il est assis : sa clientèle disparaîtrait. Dans le second, il perdrait son personnel ou il devrait jongler pour éviter les accidents.

4. Pour le moment, les syndicats ne sont pas de taille à lutter contre le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce.

Pour :

Les syndicats ont peu de poids sur la scène internationale. Leur pouvoir et leur influence sont extrêmement limités. Peut-être devons-nous nous demander si nous ne sommes pas trop présomptueux en admonestant ces grandes institutions internationales.

Contre :

- a) Les institutions internationales comme l'OMC et le FMI semblent souvent ignorer les critiques au moment décisif. Mais nous devons garder à l'esprit que ces institutions existent grâce à leurs membres. Ce sont ces pays (dont la Belgique) qui définissent la ligne politique au sein de ces institutions internationales. En d'autres termes, les syndicats du monde entier peuvent essayer de convaincre leur gouvernement d'adopter une autre position au sein de ces institutions internationales. Cette étape intermédiaire (nationale) permet aux syndicats d'être plus facilement entendus. Mais les syndicats peuvent également imposer un changement de mentalité dans le cadre de contacts directs avec les institutions.
- b) Les résultats concrets du lobbying syndical sont en effet très limités. Son impact ne sera perceptible qu'à long terme, mais il n'en sera pas moins réel ou significatif. Etre reconnu en tant qu'interlocuteur est une étape très importante. L'étape suivante consiste à exercer une influence réelle sur la politique. Bien que le chemin soit encore long à parcourir, quelques lueurs d'espoir se profilent à l'horizon (cf. infra).
- c) Le 13 décembre 2006, le Président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, déclarait que la Banque avait décidé que désormais, tous les futurs projets d'infrastructure (financés par la Banque) devaient respecter les droits fondamentaux des travailleurs de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Il s'agit d'une étape importante dans la bonne voie ! Elle renforce l'importance des droits fondamentaux des travailleurs dans l'économie mondiale. Gageons que cette avancée incitera les autres institutions économiques et financières à ne plus ignorer ces droits mais à les respecter !
- d) La Banque mondiale lance encore trop souvent des communications sans fondement. Elle affirme que le meilleur climat d'investissement est celui qui ignore la régulation du marché de l'emploi. C'est totalement inacceptable. On ne sait même pas quel doit être précisément ce niveau de régulation pour parvenir à un "climat d'investissement idéal". Les syndicats plaident donc en faveur de la suppression de ce chapitre des règles en matière de travail figurant dans les rapports de la BM. Wolfowitz a réagi à cette demande en déclarant que le chapitre sur la régulation du travail sera réexaminé !
- e) Initialement, la BM conseillait à la Chine de ne pas trop s'inquiéter du débat sur les "droits des travailleurs". Après la protestation des syndicats, le Président de la BM, Wolfowitz, a promis de revoir cette position. "Il estime en effet que toute suggestion selon laquelle la Chine ne devrait pas respecter les droits fondamentaux des travailleurs est inacceptable".
- f) Grâce à ce travail de lobbying, le département du FMI chargé de la politique du marché de l'emploi fait référence dans ses textes à la notion de "travail décent".

3. MODELE avec ORATEUR

Cherchez un orateur qui pourra témoigner sur le thème abordé dans le reportage et établir une corrélation avec la réalité belge ou qui pourra réagir à l'actualité traitée dans ce thème.

Plusieurs secteurs subissent le phénomène de la privatisation. La Belgique n'y échappe pas mais ce sont surtout les services publics qui en ont ressenti les plus fortes secousses. Les permanents de différents secteurs peuvent venir en témoigner.

Déroulement

1. Avant le reportage :

Présentez le thème et l'orateur

2. Après le reportage :

Préparez une série de questions pour l'orateur :

- **Ces situations sont-elles envisageables en Belgique ? Oui/Non. Pourquoi ?**

L'orateur peut enchaîner sur cette question en établissant un lien avec son secteur d'activité et en évoquant son expérience personnelle et les conséquences de la privatisation et de la libéralisation. Il sera ainsi possible de comparer les images de l'Argentine avec notre situation au niveau local.

A titre d'information : extrait d'un article de la publication, *La privatisation, un vol social.* »

Ici aussi, les travailleurs et les consommateurs belges perçoivent les conséquences de la politique néolibérale. Prenons l'exemple de nombreuses restructurations chez Belgacom, à la Poste et à la SNCB. Sans oublier l'exemple funeste de la SABENA. On promeut systématiquement la privatisation en arguant qu'elle permettra d'offrir des services moins chers et de meilleure qualité. Mais les sociétés privées ne pensent qu'à leurs bénéfices et investissent peu dans l'entretien de l'outil, avec toutes les conséquences que l'on sait. Par exemple, la libéralisation du trafic aérien a supprimé progressivement de nombreuses prescriptions strictes en matière de sécurité. Le facteur de risque ne cesse de croître. En Grande-Bretagne, les accidents se sont multipliés depuis la privatisation du chemin de fer parce que les sociétés privées n'investissent pas dans l'entretien des lignes, activité non rentable. Par ailleurs, la plupart des gens sont mécontents du service offert par les chemins de fer. L'argument selon lequel la privatisation améliorerait le service ne tient donc pas la route. Les voyageurs sont nettement insatisfaits de la propreté dans les trains. Les points qui suscitent la désapprobation des voyageurs n'ont souvent rien à voir avec le personnel, mais plutôt avec la politique menée par l'entreprise. Il y a en outre un manque d'effectifs. A la Poste, près d'un million de jours de congé ou de compensation ne peuvent être épuisés.

- **Etablir un lien avec nos actions futures. Quelles sont les alternatives à cette politique néolibérale ? Comment les concrétiser ? Dans quelle mesure sommes-nous déjà actifs ? Quelles sont les alternatives dont nous disposons ?**

L'orateur peut témoigner.

Eventuellement à titre de fil conducteur :

Action. Nous insistons sur le fait que nous ne sommes pas opposés au principe du commerce international. La CSC estime même qu'un certain ordre économique mondial est nécessaire afin de brider quelque peu la concurrence sur le marché mondial. En d'autres termes, il faut imposer des limites à la concurrence. Cet autre ordre mondial n'existe pas actuellement. Au contraire, nous avons créé des organisations puissantes au niveau mondial comme le FMI, la Banque mondiale et l'OMC qui soutiennent le libre-échange de tout leur poids financier et économique. D'autre part, nous disposons d'une Organisation internationale du Travail qui établit des conventions internationales en matière de droits fondamentaux des travailleurs même si elles ne sont pas réellement contraignantes. L'équilibre entre le pilier économique et le pilier social de la mondialisation doit être rétabli de toute urgence.

Redéfinition du rôle des services publics.

Les services publics sont en fait une forme de redistribution de la richesse sociale. Les services et les entreprises publics ont une fonction dans la société que l'on ne peut mesurer à l'aune de la rentabilité. Les services publics peuvent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration de la vie des gens. Ils permettent aux personnes qui ne disposent pas des moyens financiers suffisants de bénéficier également d'une série de services nécessaires. Il est normal que l'utilisateur en paie une partie mais il revient aux pouvoirs publics de veiller par leur intervention à ce que ces services soient accessibles à tous. C'est précisément ce principe qui risque de disparaître avec la privatisation.

- De quelle manière les travailleurs de votre secteur sont-ils confrontés aux conséquences de la privatisation ? Ou si l'orateur est actif dans les services publics : qu'en est-il de la situation des services publics en Belgique ?

- Comment cela s'exprime-t-il concrètement ?

- Comment essayez-vous de compenser ce phénomène ?

- Quel rôle le syndicat peut/doit-il jouer dans ce cadre ?

- Quel rôle les pouvoirs publics jouent-ils dans ce contexte ?

**- Comment pouvons-nous inverser la tendance ? (Et dans quelle mesure ?)
Du reste, qui sont nos partisans pour constituer un contre-pouvoir ? Quels sont les réseaux existants ? Que se passe-t-il, tant au niveau national qu'international ?**

De quoi s'agit-il ?

Vous voulez en savoir plus sur les notions abordées dans le reportage ? Nous vous invitons à consulter la rubrique "Dictionnaire" qui décrit brièvement les notions suivantes :

- Privatisation
- Libéralisation
- Dérégulation
- GATS ou AGCS
- FMI
- Banque mondiale
- Organisation mondiale du Commerce (OMC)

Vous souhaitez en savoir plus ?

- Défendre les services publics de qualité en Europe – FSESP
- EU and the public sector : key documents
- The role of the IFI's in supporting decent work and countering the risk of financial globalisation – Statement by the Global Unions